



© PUF

# PIERRE LASCOUMES

France

## Biographie

Pierre Lascoumes est sociologue et juriste, directeur de recherche au Centre de recherches de Sciences Po. Il est également diplômé en criminologie. Il a longtemps travaillé dans le domaine de la sociologie du droit et de la justice, d'abord dans une équipe de recherche du Ministère de la Justice, puis comme chargé de recherches à l'université de Genève. Il s'est ensuite orienté vers l'analyse des politiques publiques. Il a enseigné dans le master « Politique et sociétés en Europe » de Sciences Po Paris. En 2009, il a été membre du jury d'agrégation en science politique. Il a travaillé sur les politiques environnementales et les politiques de lutte contre la délinquance financière.

## Langues parlées

Français

### Mots-clés

- > Corruption
- > Démocratie
- > Développement durable
- > Droit
- > Environnement
- > Gouvernement
- > Homosexualité
- > Politiques publiques
- > Sociologie
- > Surveillance

## Ressources

Interview sur la délinquance des élites :

[http://www.liberation.fr/societe/2015/02/20/l-effacement-des-preuves-est-une-pratique-constante-des-elites-delinquantes\\_1206699](http://www.liberation.fr/societe/2015/02/20/l-effacement-des-preuves-est-une-pratique-constante-des-elites-delinquantes_1206699)

Entretien avec Mediapart sur la corruption des élites :

<http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/article-pierre-lascoumes-pourquoi-la-societe-reagit-si-peu-a-la-corruption-des-elites-124786449.html>

## Presse

À propos de *Agir dans un monde incertain* :

« Des cultures OGM aux prudents atermoiements des décideurs à propos des règles de recherche sur les cellules souches en passant par les mesures contre l'effet de serre : sur ces dossiers fondamentaux, comment nos dirigeants peuvent-ils prendre des décisions alors qu'ils sont plongés dans les incertitudes les plus profondes ? Comment le citoyen profane peut-il exprimer son avis dans un débat scientifique de haut niveau ? Trois sociologues tentent d'imaginer un regard démocratique sur la science et le progrès. »  
*L'Expansion*

## Bibliographie

*Agir dans un monde incertain - Essai sur la démocratie technique* (coécrit avec Y. Barthe et M. Callon) (Seuil, 2001 rééd. 2014) (440 p.)

*Sociologie des élites délinquantes - De la criminalité en col blanc à la corruption politique* (Armand Colin, 2014) (304 p.)

*L'instrumentation de l'action publique - Controverses, résistance, effets* (coécrit avec C. Halpern, P. Le Galès, Les Presses de Sciences Po, 2014) (520 p.)

*Action publique et environnement* (PUF, 2012) (128 p.)

*Sociologie de l'action publique: Domaines et approches* (coécrit avec P. Le Galès) (Armand Colin, 2012) (128 p.)

*Surveiller et Punir de Michel Foucault - Regards critiques 1975-1979* (coécrit avec P. Artières, J.-F. Bert, P. Michon) (Presses universitaires de Caen, 2011) (382 p.)

*Une démocratie corruptible - Arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts* (Seuil, 2011) (100 p.)

*Favoritisme et corruption à la française - Petits arrangements avec la probité* (Les Presses de Sciences Po, 2010) (283 p.)

*Les sentinelles de l'argent sale - Les banques aux prises avec l'antiblanchiment* (coécrit avec T. Godefroy, G. Favarel-Garrigues) (La Découverte, 2009) (312 p.)

*Gouverner par les instruments* (coécrit avec P. Le Galès) (Les Presses de Sciences Po, 2005) (369 p.)

*Le capitalisme clandestin - L'illusoire régulation des places* (coécrit avec T. Godefroy) (La Découverte, 2004) (264 p.)

*Amours égales - Le Pacs, les homosexuels et la gauche* (coécrit avec D. Borillo) (La Découverte, 2002) (144 p.)

*Corruptions* (Les Presses de Sciences Po, 1999) (165 p.)

*L'éco-pouvoir - Environnements et politiques* (La Découverte, 1994) (324 p.)

**Agir dans un monde incertain - Essai sur la démocratie technique** (coécrit avec Y. Barthe et M. Callon) (Seuil, 2001 rééd. 2014) (440 p.)



Des déchets radioactifs aux ondes électromagnétiques en passant par les OGM, les inquiétudes et les controverses mettant en cause le monopole des experts sur l'orientation des décisions politiques relatives aux questions technologiques se multiplient. Loin de déplorer une crise de confiance, les auteurs de ce livre analysent les nouvelles relations entre savoir et pouvoir qui émergent de ces débats.

Refusant les traditionnelles oppositions entre spécialistes et profanes, professionnels de la politique et citoyens ordinaires, ils tirent profit des expériences existantes pour tracer les contours d'une démocratie technique et imaginer des dispositifs de décision capables de répondre à ces nouveaux défis.

**L'instrumentation de l'action publique - Controverses, résistance, effets** (coécrit avec C. Halpern, P. Le Galès, Les Presses de Sciences Po, 2014) (520 p.)



Comment s'organise l'action collective ? Comment les acteurs coopèrent-ils ? La recherche en sciences sociales a donné des réponses très diverses à ces questions. Cet ouvrage propose de centrer l'attention sur les aspects concrets et sur les supports matériels de l'action collective : les instruments, les outils et les dispositifs tels qu'ils sont aujourd'hui mobilisés pour analyser les marchés, le capitalisme, les entreprises et différentes formes d'action collective liées à l'autorité publique.

Dix ans après la parution de *Gouverner par les Instruments*, ce nouvel opus dresse un bilan des débats et des controverses sur l'instrumentation en dialoguant avec d'autres champs d'études (sciences de gestion, histoire et économie) et discute la notion d'instrumentation à partir de travaux récents portant sur le climat, les services environnementaux, les droits de propriété, la dette publique, les journées mémorielles, la gestion des squats, etc. Une richesse des débats qui confirme le caractère fécond de la réflexion sur l'instrumentation pour penser les sciences sociales et l'action collective aujourd'hui.

**Sociologie des élites délinquantes - De la criminalité en col blanc à la corruption politique** (Armand Colin, 2014) (304 p.)



La dénonciation régulière des « affaires » et des « scandales » laisse croire que les élites économiques et politiques ne sont pas à l'abri des mises en cause et des procès. Ces événements masquent pourtant une toute autre réalité. Les déviances et délinquances des élites ne sont pas perçues comme ayant la même gravité que celles portant atteinte aux personnes et aux biens. Elles ne suscitent pas non plus la même réaction sociale.

Une des originalités de ce sujet est de poser des questions qui ne sont jamais soulevées quand il s'agit d'atteintes traditionnelles aux biens et aux personnes. Où place-t-on le curseur entre les déviances acceptables et celles qu'il faut réprouver pour assurer la stabilité d'une organisation sociale ? Suffit-il d'une norme pénale pour identifier un acte transgressif ? S'il y a bien eu des abus, leurs auteurs sont-ils vraiment mal intentionnés ? Ne sont-ils pas plutôt victimes d'organisations laxistes et de pratiques tolérées ? Quelle est enfin la sanction adéquate à ces débordements ? Ces enjeux sont autant intellectuels que politiques et éthiques.

Afin de pouvoir construire des positions réfléchies sur le sujet, la maîtrise des connaissances scientifiques existantes est un préalable indispensable. Tel est l'apport de cet ouvrage.

**Action publique et environnement** (PUF, 2012) (128 p.)



Confrontés aux questions environnementales, les pays industrialisés ont dû repenser l'action publique pour tenter d'y répondre : que faire, en effet, au niveau national quand la plupart des enjeux écologiques sont autant régionaux que planétaires ? Comment prendre des décisions valides dans un contexte de forte incertitude, quand les informations manquent et que les expertises sont souvent partielles, voire contradictoires ? Comment intégrer à l'action publique des acteurs de la société civile (acteurs économiques, des ONG et de

plus en plus des citoyens) fortement mobilisés sur ces sujets, mais aux intérêts divergents ?

En analysant les politiques publiques de l'environnement menées aujourd'hui, cet ouvrage montre qu'elles transforment peu à peu la manière d'agir en politique. Il pointe aussi les faiblesses de ces nouvelles régulations, depuis leur conception et jusqu'à leur application, au regard des enjeux écologiques si pressants de notre époque.

**Sociologie de l'action publique: Domaines et approches** (coécrit avec P. Le Galès) (Armand Colin, 2012) (128 p.)



Ces dernières années, les domaines d'intervention de l'État ont proliféré. De multiples acteurs économiques et sociaux, territoriaux et transnationaux, ont été également mobilisés et interfèrent avec l'État. Ce manuel permet de comprendre ces dynamiques et leurs transformations. Cette 2<sup>e</sup> édition, complètement revue, reprend les principaux concepts et modèles d'analyse et présente une synthèse à partir de deux questions fondamentales :

- Qu'est-ce qu'une politique publique ?

Un commandement émanant d'une autorité centrale afin de résoudre un problème au nom du bien commun ; ou bien un vaste espace de négociation entre une multitude d'acteurs privés et publics ?

- Comment changent les politiques publiques ?

Par des mobilisations sociales appelant à une régulation publique ; ou bien en fonction des contextes institutionnels qui forment ces demandes, selon leurs logiques internes ?

**Une démocratie corrompible - Arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts** (Seuil, 2011) (100 p.)



Des scandales politico-financiers défraient régulièrement la chronique. Malgré leur réputation de légalisme, les élites françaises ont du mal à faire face aux situations problématiques : cumul de mandats, financement de la vie politique, conflits d'intérêts, etc. De leur côté, les citoyens font preuve d'ambivalence. Ils utilisent de nombreuses justifications pour excuser les comportements déviants de leurs élus. Dès lors, tout se passe comme si la corruption était perçue à la fois comme un scandale et une

fatalité. Pourquoi corruption et démocratie font-elles si bon ménage ? Pourquoi les citoyens continuent-ils d'accorder leur confiance à des acteurs politiques condamnés pour abus de fonction ? Avec une rigueur implacable, Pierre Lascoumes explore la « zone grise » de notre démocratie et donne des clés pour comprendre la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions - au préalable indispensable à une réforme de la vie publique.

**Surveiller et Punir de Michel Foucault - Regards critiques 1975-1979** (coécrit avec P. Artières, J.-F. Bert, P. Michon) (Presses universitaires de Caen, 2011) (382 p.)



*Surveiller et Punir* est le premier ouvrage que Michel Foucault réalise en parallèle à son enseignement au Collège de France. Hors de l'amphithéâtre, la présence du philosophe est, au début des années 1970, moins sur les tables de librairies que dans l'actualité, en particulier avec le GIP (Groupe information prison). De fait, l'intellectuel participe à de nombreux combats. Son grand « livre des peines » a un succès immédiat, résonnant avec une actualité politique et sociale encore fortement marquée par les événements de 1968. Un

succès qui réside dans la capacité de Michel Foucault à tenir ensemble, et pour la première fois, un travail de la pensée et une attention au contemporain relevant d'une « histoire du présent ». Plus de trente ans après la publication de *Surveiller et Punir*, on peut mesurer la manière dont les principaux concepts forgés par Michel Foucault, comme ceux de discipline, de panoptisme ou d'illégalisme, ont fini par s'imposer dans les sciences humaines. Cela montre aussi la formidable actualité de Michel Foucault pour penser notre présent.

**Favoritisme et corruption à la française - Petits arrangements avec la probité** (Les Presses de Sciences Po, 2010) (283 p.)



Les « affaires » se succèdent, devenant parfois des scandales, laminant toujours un peu plus la confiance des citoyens à l'égard de leurs élus et des institutions politiques. Quand 65 % des Français considèrent les hommes politiques comme « plutôt corrompus », on pourrait penser que la cote d'alerte est atteinte. Paradoxe de la démocratie française, ce n'est pas le cas. Beaucoup s'indignent des « affaires », considérant la probité des gouvernants comme l'un des fondements de la démocratie. Mais lorsque certains dirigeants se jouent des règles et les orientent à leur profit, les citoyens, souvent complaisants avec le favoritisme et les diverses formes d'arrangement, les sanctionnent finalement peu. Pour comprendre cette situation pour le moins contradictoire, cet ouvrage aborde sous différents angles l'ambiguïté qui domine dans les attitudes à l'égard de la « corruption ». Il montre, en combinant diverses enquêtes (monographies locales, expérimentations, sondages), la multiplicité des critères de jugement sur la corruption. La politique n'est pas seulement affaire de morale, mais aussi d'efficacité et de confiance dans les institutions. C'est l'arbitrage complexe et mouvant entre ces trois dimensions qui explique l'ambivalence du comportement des électeurs et leur tolérance de fait.

**Les sentinelles de l'argent sale - Les banques aux prises avec l'antiblanchiment** (coécrit avec T. Godefroy, G. Favarel-Garrigues) (La Découverte, 2009) (312 p.)

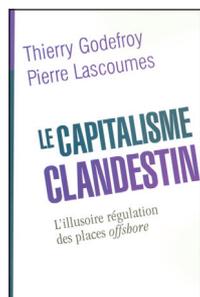


La lutte contre l'argent sale fait, depuis la fin des années 1980, l'objet d'une mobilisation internationale sans précédent. Faute de pouvoir s'en prendre directement aux auteurs des activités illégales (trafic de drogue, armes, corruption, terrorisme), la communauté internationale a entrepris de bloquer leurs flux financiers. Les banques se sont ainsi retrouvées à l'avant-poste de ce combat, contraintes d'adapter leur logique jusque-là exclusivement commerciale à une mission de police : détecter, et au besoin déclarer, les

transactions jugées douteuses. Aujourd'hui, le dispositif bancaire de vigilance, équipé d'outils de filtrage, de profilage et de gestion des risques, concerne tous les clients et toutes les opérations.

Tout au long d'une enquête sociologique originale, les auteurs de ce livre ont tenté de comprendre comment les banques avaient fini par accepter une mission contraire à leurs principes de protection du secret et de non-intrusion dans les affaires de leurs clients. Au fil de nombreux entretiens, ils ont cherché à cerner les profils de spécialistes (banquiers, mais aussi anciens policiers et magistrats), les outils et les pratiques privilégiés. Alors que ces acteurs privés apparaissent tiraillés entre leurs impératifs professionnels et la menace de sanctions de la part d'institutions aux attentes imprécises, se pose la question de la légitimité et de l'efficacité de cette nouvelle forme de policing financier inaugurant une forme de collaboration inédite entre les milieux bancaire et policier.

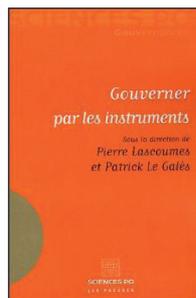
**Le capitalisme clandestin - L'illusoire régulation des places** (coécrit avec T. Godefroy) (La Découverte, 2004) (264 p.)



L'économie capitaliste a trouvé ses « moutons noirs », ces paradis fiscaux et financiers qui sapent la confiance des investisseurs et déstabilisent le libre marché. Une série de scandales politico-financiers a révélé les effets pervers de la mobilité croissante des flux financiers, les usages délictueux et opaques des circuits bancaires, en particulier ceux donnant accès aux places offshore. Des organismes internationaux (OCDE, FMI, GAFI, etc.) ont commencé à produire une expertise et à stigmatiser certaines d'entre elles,

accusés de participer à l'« économie du crime », voire au « terrorisme ». Qu'en est-il précisément ? Thierry Godefroy et Pierre Lascoumes analysent les origines de cette mobilisation politique soudaine et la fonction de bouc émissaire que l'on fait tenir aux places offshore. Ce livre ambitieux et informé montre que les pratiques liées aux ressources offertes par les places offshore sont structurellement liées au fonctionnement du commerce et de la finance internationale. C'est pourquoi les régulations restent molles : au-delà des propos d'estrade, non seulement il n'est pas question d'interdire les opérations avec les places suspectes, mais les appels unanimes à la transparence qui les concernent permettent finalement leur insertion dans les circuits d'échange officiels au faible prix de la stigmatisation de quelques réfractaires.

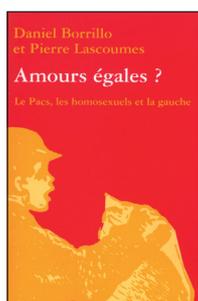
**Gouverner par les instruments** (coécrit avec P. Le Galès) (Les Presses de Sciences Po, 2005) (369 p.)



Réglementer, taxer, contracter, communiquer sont généralement considérés comme des activités d'évidence : de fait, la question des instruments de l'action publique est un thème peu exploré, et la plupart des recherches ont porté sur les contenus et les acteurs des politiques menées secteur par secteur. Cet ouvrage se concentre sur l'instrumentalisation, c'est-à-dire sur les caractéristiques des instruments de l'action publique, les conditions de leur choix et les effets qu'ils produisent. L'usage des instruments soulève

ici des questions qui ne relèvent ni d'enjeux secondaires ni d'une rationalité de moyens sans portée autonome. Trois conclusions se dégagent de ce travail : tracer une politique publique à partir de ses instruments se révèle une méthode efficace pour repérer et comprendre les dynamiques de changement qui l'animent. Recourir à tel ou tel instrument n'est jamais une question neutre ; toute technique retenue est créatrice d'effets propres qui débordent des effets attendus. Enfin, analyser une politique au travers des instruments permet de reconsidérer les rapports gouvernants-gouvernés et la question de la recomposition de l'Etat. Par sa dimension novatrice et sa qualité scientifique, cet ouvrage intéressera particulièrement les étudiants et les praticiens de l'action publique.

**Amours égales - Le Pacs, les homosexuels et la gauche**  
(coécrit avec D. Borrillo) (La Découverte, 2002) (144 p.)



Le pacte civil de solidarité (Pacs) est partout présenté comme l'une des grandes réformes sociales de la gauche française. La loi du 15 novembre 1999 a été adoptée à l'arraché après beaucoup d'incertitudes gouvernementales, de guerres d'experts, de mobilisations sociales, et après un marathon parlementaire très conflictuel. Avec deux ans de recul, la victoire finale est-elle aussi éclatante ? L'un de ses enjeux fondamentaux était la place que la société accorde à l'homosexualité. Certes, depuis vingt ans,

nous sommes entrés dans l'ère de la tolérance que l'épidémie du sida a mêlée de compassion solidaire. Mais dès qu'il s'agit d'aller au-delà et de raisonner en termes d'égalité de droits ou en termes de respect des différences dans les orientations sexuelles, force est de constater que l'homosexualité retrouve une partie de sa marginalité. Dans cet ouvrage, Daniel Borrillo et Pierre Lascoumes montrent que, malgré l'adoption du Pacs, l'homophobie demeure une composante forte de nos sociétés qui, pour démocratiques qu'elles prétendent être, se révèlent en réalité incapables de se penser hors de la norme hétérosexuelle. Retraçant les grandes lignes de la controverse qui a conduit de la revendication d'un partenariat pour les concubins jusqu'au Pacs, ils s'attachent à montrer comment la gauche a finalement contourné l'une de ses valeurs cardinales, l'égalité : si la droite politique assume souvent une homophobie explicite, la gauche est « hétérosexiste » par sa croyance dans une hiérarchie des sexualités qui met l'homosexualité dans une place subordonnée. Les auteurs montrent comment homophobie et hétérosexisme se sont alors associés pour refuser de reconnaître l'existence d'un véritable pluralisme des orientations sexuelles justifiant une égalité réelle dans l'exercice de la citoyenneté, et pour cantonner l'homosexualité dans une place mineure.

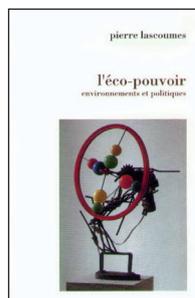
**Corruptions** (Les Presses de Sciences Po, 1999) (165 p.)



La corruption est une menace potentielle pour tous les régimes politiques. Mais elle constitue une menace majeure pour les démocraties occidentales qui en ont fait, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, une préoccupation spécifique. Cependant, le XX<sup>e</sup> siècle a souvent traité la corruption comme un « crime blanc », difficile à repérer et à sanctionner. Mais de quelle corruption parle-t-on ? Quel est le lien entre la corruption politique et la délinquance économique ? Selon les pays et les cultures politiques, le contenu donné à la notion de

corruption s'est transformé et élargi. Les cultures politiques qui divinisent le pouvoir, comme c'est le cas en France, ont longtemps défini de façon restrictive les atteintes au bien commun et rechignent à sa recherche et à sa sanction. Les cultures politiques plus pragmatiques, de type anglo-saxon, en ont fait un enjeu de réforme publique, sans pour autant résoudre le problème. L'obstacle de fond à l'analyse comme au traitement de la corruption tient aux relations indissociables qui existent entre trois dimensions : la corruption politique, celle des fonctionnaires et celle pratiquée par les entreprises privées. La logique du profit économique et les distorsions de concurrence pour maximiser celui-ci sont des facteurs essentiels de l'explication des activités corruptrices et corrompues.

**L'éco-pouvoir - Environnements et politiques** (La Découverte, 1994) (324 p.)



« L'environnement » et ses « problèmes » sont devenus un enjeu d'une telle force d'évidence qu'il paraît presque impossible d'apporter la contradiction à ce projet : « il faut protéger l'environnement ! » C'est précisément cet ordre, au double sens de commandement et d'idéal d'organisation, qu'interroge ce livre profond et informé. L'auteur soutient brillamment le paradoxe suivant : au départ, les revendications écologiques étaient profondément critiques des savoirs scientifiques et techniques et du développement social qu'ils conduisent. Trente ans plus tard, leur traduction en politiques d'environnement débouche au contraire sur un appel croissant aux experts, ingénieurs et techniciens, détenteurs véritables d'un éco-pouvoir montant. La rationalité scientifique et technique, longtemps cible privilégiée de l'opprobre écologique, se prétend désormais au service de la dépollution et de la sauvegarde des milieux naturels. Notre capacité collective à débattre de ces questions demeure en revanche très faible. Les médias, qui donnent trop souvent une représentation naturaliste naïve du monde, ont leur part de responsabilité dans cette situation, et l'auteur en fait une critique sans cession. Mais il analyse aussi avec précision le jeu de l'administration publique dans la gestion des nuisances par débats contradictoires. Il passe enfin au crible le rôle des associations de défense, qui s'éteignent dans des mobilisations et des contre-expertises sans moyens suffisants. Avec le concept d'« éco-pouvoir », Pierre Lascoumes dévoile l'émergence d'une nouvelle rationalité, qui prétend prendre le contrôle de tous les systèmes vivants, avec les effets de normalisation qui en découlent.